

Le point sur le secteur

Le transport par camion au Canada



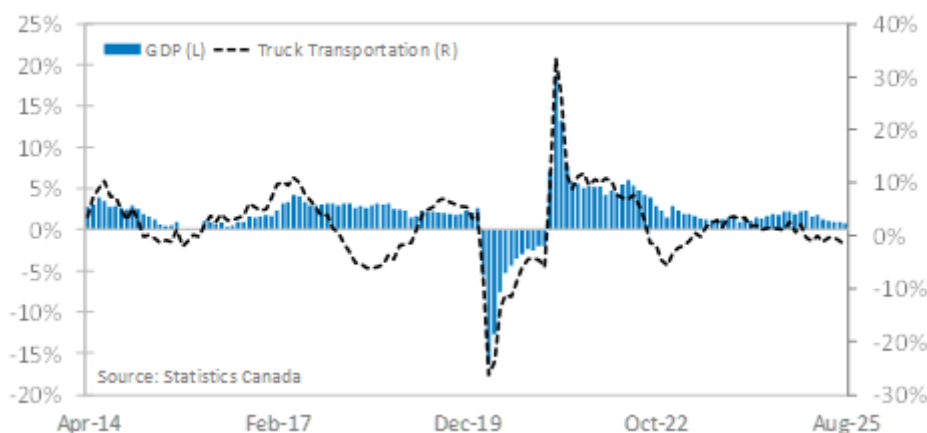
Faits saillants

- En date du 1^{er} novembre 2025, les États-Unis ont imposé des **tarifs de 25 %** sur les camions de poids moyens et les camions lourds, et de 10 % sur les autobus, ce qui a une incidence importante sur les fabricants canadiens et le commerce transfrontalier. Les tarifs s'appliquent au commerce de pièces non américaines dans les véhicules en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).
- Le gouvernement canadien a lancé une initiative importante pour rectifier la classification erronée répandue des camionneurs selon le **stratagème « Chauffeur inc. »**, dans lequel les camionneurs sont identifiés à tort comme des entrepreneurs indépendants afin d'éviter des impôts et des obligations liées au travail. Plus précisément, le budget de 2025 alloue 77 millions de dollars sur quatre ans, soit plus 19,2 millions de dollars par année, à l'Agence du revenu du Canada (ARC) aux fins d'application. De plus, le moratoire sur les pénalités liées aux feuillets T4A est levé, ce qui permet des vérifications de conformité plus strictes. Les modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* et à la *Loi sur la taxe d'accise* permettront également à l'ARC de partager des données avec Emploi et Développement social Canada, ce qui améliorera la surveillance.
- L'**Ontario Trucking Association (OTA)** demande une application plus rigoureuse des normes de conformité et de sécurité dans le secteur du camionnage. Cela comprend le resserrement de la surveillance de l'immigration, la refonte des processus de délivrance de permis et de vérification et des changements au fonctionnement des stations d'inspection des camions.
- Assurez-vous de lire les plus récentes opinions des économistes de BMO au sujet des conséquences des récentes turbulences tarifaires sur la conjoncture macroéconomique au Canada (page 6).

Données fondamentales du secteur

La croissance économique au Canada, bien qu'elle soit mieux que ce qui était redouté, demeure faible. Cependant, les perspectives pour 2026 sont meilleures grâce aux mesures de relance budgétaire et à la baisse des taux d'intérêt. L'équipe Études économiques de BMO prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 1,2 % en 2025, puis de 1,4 % en 2026. Cela dit, la situation tarifaire toujours litigieuse demeure menaçante, de sorte qu'il est difficile pour les entreprises de prendre des décisions d'investissement importantes en l'absence d'un accord commercial ferme. Sur une note positive, les précédentes réductions de taux de la Banque du Canada ont été favorables à l'ensemble de l'économie. De plus, une vague importante de mesures de relance budgétaire fédérales a déjà commencé à être déployée, y compris des réductions d'impôt sur le revenu et une augmentation des dépenses dans le secteur militaire et les infrastructures. À court terme, toutefois, le secteur canadien du camionnage demeurera fragile, les barrières commerciales et l'incertitude générale prolongeant la faiblesse des volumes et des tarifs de fret nationaux et transfrontaliers, tout en maintenant les données fondamentales des flottes sous pression.

Croissance mensuelle du PIB du Canada sur 12 mois (chiffre désaisonnalisé)



L'économie canadienne a connu un mois d'août difficile, avec la contraction de 0,3 % du **PIB réel** par rapport à juillet. Des facteurs particuliers ont pesé sur la croissance : la grève d'Air Canada a nui au transport aérien et la sécheresse a touché la production hydroélectrique. Bien que ces deux secteurs rebondiront, ils ne représentent qu'une part modeste du ralentissement, avec 12 secteurs sur 20 ayant signalé un repli de l'activité. Le commerce de gros a été faible, tandis que les secteurs des biens ont également été globalement à la baisse. Soulignons que tous les sous-secteurs du transport étaient en baisse, car la guerre commerciale continue de se répercuter sur l'économie.

Sans surprise, l'**activité dans le secteur du camionnage** a constamment ralenti, la croissance d'une année à l'autre étant de plus en plus négative tout au long de l'année.

Facteurs influant sur l'industrie du camionnage

Prix de détail hebdomadaire du diesel au Canada (cents/litre)



Variation sur un an (%) de la production de pétrole brut au Canada



Taux d'intérêt : Tarification des swaps de taux d'intérêt de 3 et 5 ans



Après avoir rebondi depuis son plus bas niveau en près de quatre ans atteint à la mi-juin, le **prix moyen du diesel à l'échelle nationale**, qui s'élevait à 1,61 \$/litre au début de novembre, était toujours en baisse de 5 % depuis le début de l'année.

Les prix du pétrole brut demeurent parmi les produits de base les plus volatils au monde. L'indice de référence West Texas Intermediate (WTI) a depuis peu de la difficulté à rester au-dessus de 60 \$ US le baril en raison des préoccupations liées à la hausse de l'offre de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole), ce qui contraste avec le moment où les prix ont bondi au-dessus de 75 \$ à la mi-juin pendant la guerre de deux semaines entre Israël et l'Iran. Par conséquent, les économistes de BMO ont révisé à la baisse de 5 \$ les prévisions du WTI pour le quatrième trimestre de 2025, qui est ainsi passé à 62 \$, ce qui a réduit les prévisions pour l'ensemble de l'année 2025 à 65,50 \$ (auparavant 67 \$). Les prévisions pour 2026 demeurent inchangées à 65 \$. Néanmoins, l'équilibre des risques, du moins à court terme, se situe davantage du côté des baisses, car la crainte d'une offre excessive devrait demeurer un obstacle dominant.

Le forage au Canada est en grande partie influencé par les saisons, car les plateformes ne peuvent pas être déplacées au printemps, notamment parce que l'équipement lourd ne peut s'en approcher en raison du dégel des sols. Au cours d'une année moyenne, le nombre d'appareils de forage actifs diminuera de 85 % à 90 % par rapport à son sommet de l'hiver et atteindra son minimum en avril et en mai. Par conséquent, les comparaisons autres que d'un mois à l'autre fournissent habituellement des renseignements plus significatifs sur les tendances.

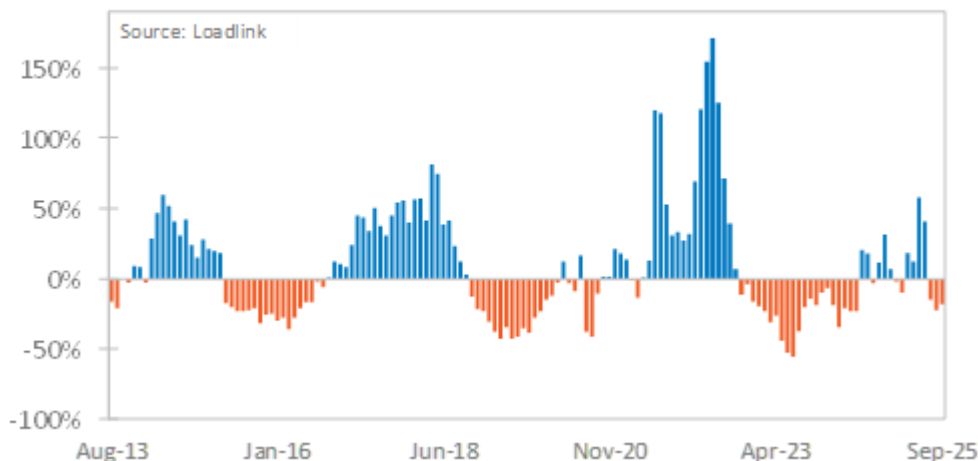
Depuis le début de 2021 et jusqu'à cette année, la **production de pétrole brut** d'un mois à l'autre a été irrégulière, bien qu'elle ait affiché un taux de croissance annuel positif d'une année à l'autre la plupart du temps. Plus récemment, malgré la faiblesse générale des prix du pétrole, la production totale au cours des 12 derniers mois jusqu'en août a augmenté de 3,0 %, soit le taux le plus élevé sur une période de 12 mois.

Les **swaps de taux d'intérêt** sont des instruments dérivés que les institutions financières utilisent couramment pour atténuer le risque de taux d'intérêt de leur portefeuille de prêts. La tarification des swaps de taux d'intérêt (taux de swap) reflète les anticipations du marché quant aux orientations futures des taux d'intérêt.

Bien que la Banque du Canada ait déjà réduit les taux de 275 points de base depuis juin dernier, les données volatiles du marché du travail ont retenu l'attention de la Banque. Comme les taux sont maintenant « essentiellement au niveau approprié pour garder l'inflation proche de 2 % tout en aidant l'économie », la Banque pourrait passer son tour en décembre. Cela dit, compte tenu de la possibilité que la vigueur récente de l'emploi soit éphémère, en combinaison avec un marché de l'habitation toujours morose, les économistes de BMO continuent d'envisager une baisse finale des taux en janvier.

Indicateurs relatifs au fret

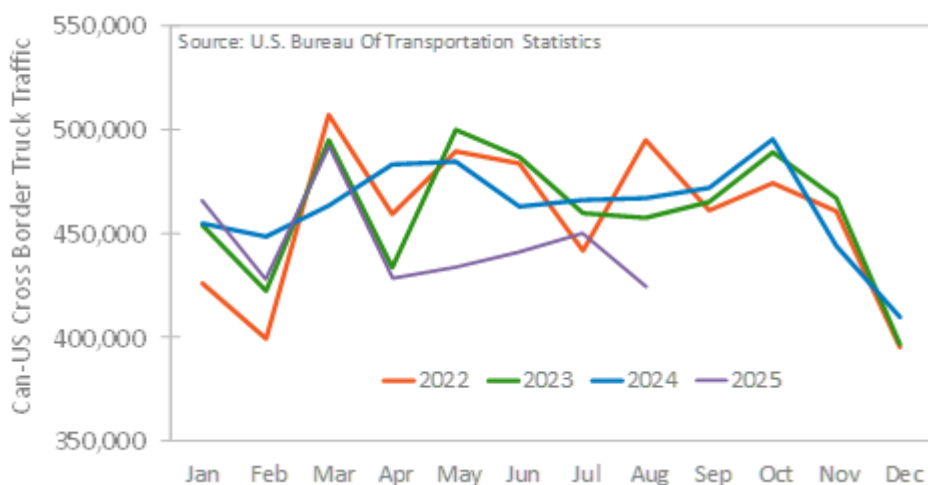
Variation sur un an (%) de l'indice du volume de fret en chargement complet du marché au comptant au Canada



Septembre a marqué la première hausse de l'activité de **fret du marché au comptant** depuis mai, les offres globales ayant augmenté de 23 % par rapport à août, mais elles sont toujours inférieures de 13 % par rapport à un an plus tôt. L'activité transfrontalière et nationale a été le moteur de la hausse. Les chargements sortants (du Canada vers les États-Unis) ont connu une augmentation importante de 39 % d'un mois à l'autre, même si les volumes ont diminué de 21 % sur 12 mois. Les chargements entrants (des États-Unis vers le Canada) ont également connu un rebond notable, en hausse de 28 % par rapport à août. Le nombre d'offres au Canada a augmenté de 8 % d'un mois à l'autre, tandis que les volumes d'une année à l'autre sont demeurés principalement stables, n'augmentant que de 1 % seulement.

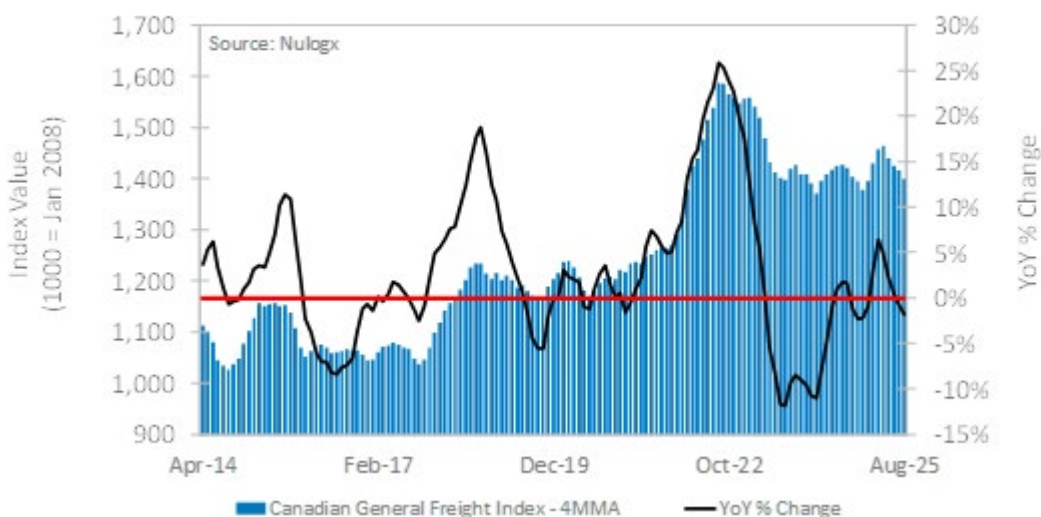
La récente stabilisation du volume de fret au comptant a fait passer le ratio camion-chargeement de 4,2 en août à 3,44 en septembre, mais il est toujours 4 % plus élevé (plus souple) sur 12 mois.

Circulation transfrontalière des camions en Ontario



À la suite d'une année 2024 positive et moins volatile que d'habitude, la **circulation des camions à la frontière** du Canada vers les États-Unis au cours des huit premiers mois de cette année a connu d'importantes fluctuations prévisibles avant et après la mise en œuvre des tarifs douaniers. Bien que le nombre absolu de passages ne devrait pas se détériorer davantage, des baisses de 5 à 15 % d'une année à l'autre devraient se maintenir jusqu'à ce que la situation tarifaire passe un anniversaire ou soit résolue favorablement.

Indice général du prix du fret au Canada



L'indice représentant le **coût total** (suppléments de carburant + tarifs de base) du fret routier pour les expéditeurs canadiens a connu une tendance à la baisse depuis qu'il a atteint un sommet pluriannuel avant la mise en place des tarifs douaniers en avril. De plus, la variation annuelle, exprimée en pourcentage, de l'indice global est devenue de plus en plus négative après une période de croissance positive de cinq mois.

Sous la surface, le taux des chargements complets au Canada demeure supérieur à celui de la même période l'an dernier, tandis que les taux de chargement partiel et complet transfrontaliers demeurent inférieurs. Pour la première fois depuis de nombreux mois, l'indice des chargements partiels au Canada est également passé sous celui pour la même période de l'année précédente.

Commandes de camions

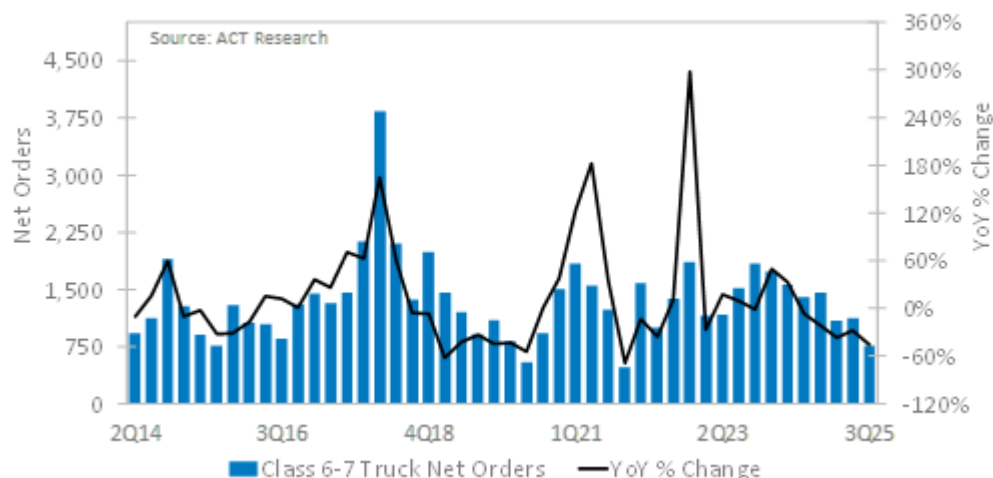
Commandes nettes de camions de classe 8 au Canada



Les commandes nettes de camions de classe 8 ont connu, de façon prévisible, une forte baisse tout au long de 2025, les commandes du troisième trimestre étant les plus faibles de tous les troisièmes trimestres depuis 2016. Compte tenu de l'incidence négative de la guerre commerciale sur le fret transfrontalier et national, la pression continue sur les commandes de camions lourds sera probablement le scénario de référence pour au moins quelques trimestres de plus.

Dans l'ensemble, les commandes au troisième trimestre ont augmenté de 16 % par rapport au deuxième trimestre exceptionnellement faible, mais elles ont diminué de 43 % par rapport à la même période de l'année précédente. Sur une note plus positive, le trimestre s'est terminé en beauté, les commandes de septembre (environ 1 400) ayant presque doublé par rapport au creux de plusieurs années en juin.

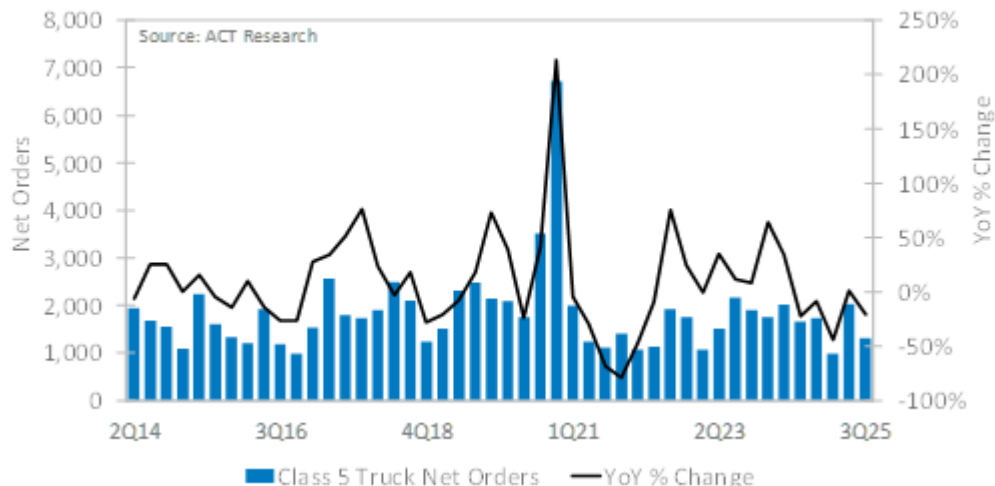
Commandes nettes de camions de classes 6 et 7 au Canada



Sans surprise, et comme sur le marché des camions lourds, les **commandes nettes de camions de classes 6 et 7** sont enlisées dans une longue période de forte baisse de la demande. Les commandes nettes au troisième trimestre, le pire en près de quatre ans, ont diminué de 32 % par rapport au deuxième trimestre et de 46 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Comme toujours, le segment des véhicules à usage intensif de cette catégorie continuera de refléter l'élan fondamental (ou l'absence de celui-ci) dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de la construction, qui sont tous des priorités élevées du plan du gouvernement visant à revitaliser la croissance.

Commandes nettes de camions de classe 5 au Canada

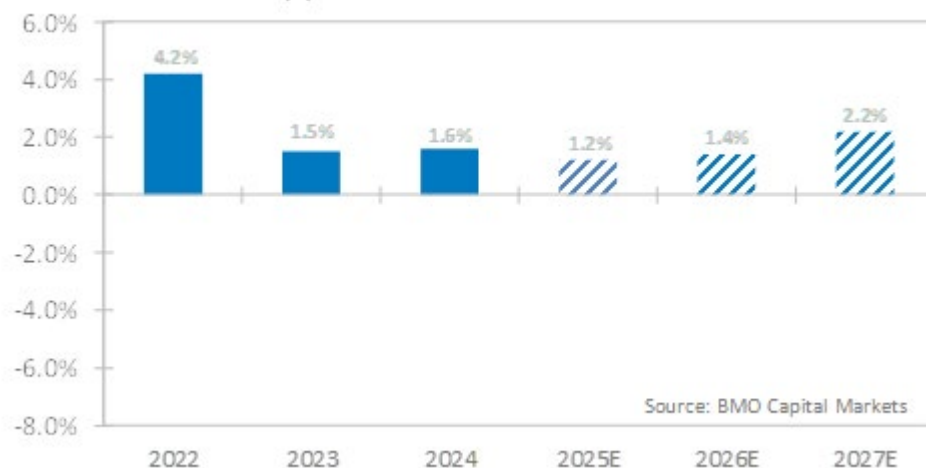


Après une résilience surprenante au deuxième trimestre, le segment des poids moyens a suivi les autres catégories, en baisse au dernier trimestre. Les commandes nettes au troisième trimestre ont diminué de 35 % par rapport au deuxième trimestre et de 21 % par rapport à l'année précédente.

Malgré les inquiétudes au sujet de la croissance macroéconomique à court terme, les perspectives de la demande à long terme pour les camions de poids moyen demeurent positives grâce au soutien des marchés finaux diversifiés, à la constance des secteurs spécialisés et aux facteurs favorables durables du commerce électronique et de la livraison de fin de parcours.

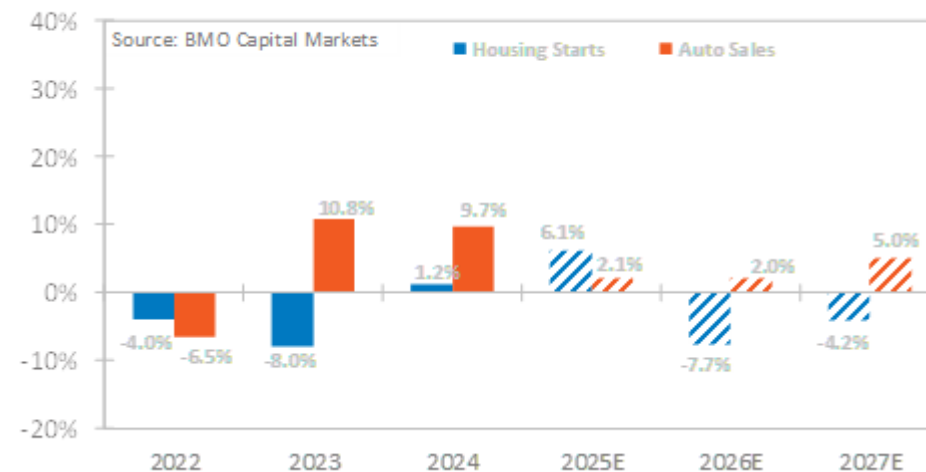
Indicateurs macroéconomiques

Variation estimative sur un an (%) du PIB annuel du Canada



L'économie devrait se renforcer graduellement jusqu'en 2027 grâce à l'assouplissement de la politique monétaire, à une augmentation des dépenses fédérales dans les infrastructures, le logement et l'armée, ainsi qu'à un soutien financier gouvernemental aux secteurs touchés par les tarifs douaniers. Les initiatives visant à accélérer les projets énergétiques et miniers, à diversifier le commerce et à éliminer les obstacles au commerce provincial offriront un soutien supplémentaire, tout comme une réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Variation estimative sur un an (%) des mises en chantier et des ventes de voitures annuelles au Canada



Bien qu'une légère amélioration du contexte macroéconomique soit prévue en 2026 et en 2027, les **mises en chantier** devraient être à la traîne, car les promoteurs demeurent prudents et les conditions de financement demeurent tendues.

Cela dit, il n'y a pas un « marché canadien de l'habitation »; les conditions varient considérablement selon la région. Par exemple, les prix dans les Prairies et les provinces de l'Atlantique sont toujours très élevés, presque records. Toutefois, le sud de l'Ontario demeure largement en territoire de correction. Même dans la région du Grand Toronto, on constate des écarts entre les petites copropriétés auparavant principalement détenues par les investisseurs (faible) et les maisons individuelles dans les quartiers de qualité (plus fort).

Contrairement à la construction résidentielle, les **ventes d'automobiles** devraient croître légèrement, car la baisse des taux d'intérêt et les gains sur le revenu réel contribuent à compenser la hausse des prix.

Dollar américain pour un dollar canadien



À la suite d'une reprise de mi-exercice de courte durée, la pression à la baisse sur le **dollar canadien** a repris avec des tensions commerciales persistantes entre le Canada et les États-Unis, combinées à de nouveaux tarifs en vertu de l'article 232, qui touchent (ou qui toucheront bientôt) le bois d'œuvre et les produits dérivés, les camions de poids moyen et lourd et certains produits pharmaceutiques. Cela dit, alors que les réductions de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) dépassent celles de la Banque du Canada, les économistes de BMO s'attendent à ce que le dollar canadien retrouve une certaine vigueur, même si elle est limitée par l'incertitude entourant la renégociation à venir de l'ACEUM. Ainsi, les prévisions à l'égard du dollar canadien indiquent qu'il devrait s'établir en moyenne à 1,375 \$ CA (0,727 \$ US) d'ici décembre, puis s'apprécier de nouveau pour atteindre 1,333 \$ CA (0,752 \$ US) d'ici la fin de l'année prochaine.

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Et maintenant, les deux côtés

Douglas Porter, économiste en chef et premier directeur général, Études économiques, 7 novembre 2025

Nous avons maintenant vu les deux côtés du **célèbre marché du travail dynamique du Canada**. Après deux épisodes de résultats très faibles au milieu de l'été, qui ont probablement contribué à ramener la Banque du Canada en mode assouplissement, l'emploi a rebondi avec des gains encore plus importants au cours des deux derniers mois. Par rapport aux prévisions de repli en octobre, l'économie a plutôt **ajouté 66 600 nouveaux emplois nets** le mois dernier, ce qui a fait passer le **taux de chômage** à 6,9 %, en baisse de 0,2 point. Il va sans dire que nous traitons diverses questions sur la validité des données, mais les détails étaient logiques. Tous les gains ont été réalisés dans des **postes à temps partiel**, la grande majorité de ceux-ci se trouvant en **Ontario** et dans les secteurs liés au **divertissement des spectateurs**. Il n'est pas nécessaire de mener une enquête laborieuse pour déduire que la longue participation des **Blue Jays** aux séries éliminatoires a stimulé les activités d'embauche, avec plus de 50 000 emplois qui pourraient être attribuables au baseball en octobre. Donc, malgré une série d'événements malheureux dans le champ gauche la fin de semaine dernière, ces chiffres ne sortent pas de nulle part.

Le solide rapport sur l'emploi a **presque mis en doute les chances d'une réduction de taux subséquente par la Banque du Canada en décembre**. En fait, si la force de l'emploi se révèle persistante, notre appel à une réduction au début de 2026 semble en danger. Toutefois, nous **soupçonnons que la vigueur sera de courte durée**, et nous attendons toujours à ce que le taux de chômage remonte au-dessus de 7 % au cours des prochains mois. Le fait que le marché de l'habitation refuse de réagir aux importantes réductions de taux de 275 points de base (pdb) depuis juin dernier signifie que la Banque du Canada n'a pas trop abaissé les taux dans le cycle d'assouplissement. Selon les premières nouvelles sur les **ventes de maisons en octobre**, les **acheteurs font de nouveau preuve de prudence**, compte tenu du contexte commercial difficile et des mises à pied dans le secteur manufacturier. (Remarque : La plus grande surprise dans les données sur l'emploi est peut-être que les emplois dans les usines ont augmenté de 8 700 en octobre et qu'ils sont maintenant légèrement en hausse par rapport aux niveaux d'il y a un an; nous ne pouvons pas remercier les Blue Jays pour cela.)

Le **logement** était une priorité du budget fédéral très attendu de cette semaine, mais il y avait en fait très peu de nouveautés pour le secteur. Cela aurait pu être un sujet important, dans l'ensemble, car bon nombre des mesures du budget ont été signalées bien à l'avance ou remaniées dans le cadre d'annonces antérieures. Cela ne minimise pas l'importance des nombreuses mesures qui ont été dévoilées cette année, qui visent en grande partie à stimuler les investissements et à soutenir fortement les infrastructures et la défense. L'un des principaux points à retenir est que **le déficit de 78 milliards de dollars de cette année s'élèvera à 2,5 % du PIB**, en hausse par rapport à 1,2 % au cours de l'exercice précédent. Combiné à **une détérioration prévue de même ampleur au niveau provincial** (de 0,2 % du PIB l'an dernier à 1,5 % cette année), cela représente un **élargissement total de 2,5 % du PIB en une seule année**. Ce **soutien budgétaire important** est l'une des principales raisons pour lesquelles l'économie canadienne a réussi, de justesse, à garder la tête en dehors de l'eau cette année, malgré la profonde incertitude du commerce et la baisse des exportations.

Les emplois du secteur des services frappent un coup sûr en octobre

Douglas Porter, économiste en chef et premier directeur général, Études économiques, 7 novembre 2025

En octobre, l'emploi a augmenté de 66 600 – un chiffre étrangement approprié pour ce mois-là – par suite du solide gain de 60 400 en septembre, ce qui annule complètement le repli brutal de deux mois au milieu de l'été. Les détails du rapport étaient beaucoup plus nuancés que ne le laisse entendre le titre accrocheur, mais même avec certaines mises en garde, il s'agit d'un résultat bien venu. Sur une **note plus prudente**, tous les nouveaux emplois nets étaient des emplois à temps partiel (+85 100), tandis que le nombre d'emplois à temps plein était plus faible (-18 500). Les gains ont également été concentrés dans quelques secteurs sélectionnés (des précisions à ce sujet seront fournies dans un instant), 11 des 16 secteurs ayant enregistré des pertes d'emploi, dans quelques provinces seulement. Entre-temps, le nombre total d'heures travaillées a chuté de 0,2 % d'un mois à l'autre après une baisse semblable le mois précédent, mais une importante précision s'impose à l'égard de cette baisse-ci; la grève des enseignants en Alberta a fortement pesé sur les chiffres, et il y a également eu une perte de 11 600 emplois dans le secteur de l'éducation de la province en octobre.

Fait plus encourageant, le taux de chômage a reculé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,9 %, l'une des plus fortes baisses du nombre de chômeurs (-49 000) jamais enregistrées, sans tenir compte de la pandémie. Même le taux de chômage des jeunes a chuté de 0,6 point pour s'établir à 14,1 %. Le chiffre global s'est maintenu à près de 7 % depuis le printemps et est toujours en hausse d'un demi-point par rapport à il y a un an, ce qui donne à penser que l'économie canadienne continue de faire du surplace dans un contexte d'incertitude commerciale. De plus, la croissance des salaires a augmenté légèrement pour s'établir à 3,5 % sur 12 mois (tous les travailleurs).

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Les emplois du secteur des services frappent un coup sûr en octobre (suite)

Un examen plus détaillé des secteurs et des régions indique qu'il y avait **beaucoup de signes que la participation des Blue Jays aux séries a laissé sa marque**. Premièrement, l'Ontario a enregistré la majeure partie des gains d'emplois (+54 500), tandis que cinq autres provinces ont enregistré des pertes le mois dernier. Deuxièmement, ces gains en **Ontario** ont surtout été enregistrés dans les secteurs **de l'information, de la culture et des loisirs** (+21 400), **de l'hébergement et de l'alimentation** (+11 300) et **du commerce de détail et de gros** (+16 600), soit les secteurs qui devaient profiter de toutes les activités en lien avec les séries éliminatoires.

Au-delà de ce facteur spécial important, une caractéristique notable est que le secteur manufacturier (+8 700) et le transport et l'entreposage (+29 500) ont tous deux été solides à l'échelle nationale. Ces deux secteurs seraient parmi les plus touchés par les tarifs américains, et leur vigueur est encourageante. Veuillez noter que les emplois dans des usines ont réussi à augmenter de 0,2 % sur 12 mois, ce qui est pour le moins surprenant. À l'inverse, le nombre d'emplois dans le secteur de la construction a chuté de 14 800, avec un repli réparti dans la majeure partie du pays, et il est maintenant légèrement en baisse par rapport à il y a un an.

Conclusion : Même si les solides emplois globaux ont été temporairement comblés grâce aux Blue Jays, il s'agit d'un résultat globalement encourageant, surtout compte tenu du poids de la grève des enseignants en Alberta. Le taux de chômage étant revenu sous la barre des 7 % et les salaires restant solides, il semble que la Banque du Canada marquera une pause en décembre.

Tableau 1 – Canada – Emploi
(variation en milliers)

	Oct	Sep	Aug	(avg. chng)	
				3-mo.	12-mo.
Total	66.6	60.4	-65.5	20.5	24.9
(month/month % change)	0.3	0.3	-0.3	1.2 ¹	1.4 ²
Full-Time	-18.5	106.1	-6.0	27.2	16.6
Part-Time	85.1	-45.6	-59.7	-6.7	8.4
Goods Producing	-1.1	42.0	1.7	14.2	0.6
Manufacturing	8.7	27.8	-19.2	5.8	0.3
Construction	-14.8	-8.2	17.1	-2.0	0.0
Service Producing	67.6	18.4	-67.2	6.3	24.4
Trade	40.7	-20.8	-1.8	6.0	9.0
Unemployment Rate (%)	6.9	7.1	7.1	6.9 ³	6.6 ⁴
Avg. Hourly Wages (y/y % chng)	3.5	3.3	3.2	3.3 ³	5.0 ⁴

¹ (3-mo. % change : a.r.); ² (y/y % change); ³ (3 mo. ago); ⁴ (12 mo. ago)

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Résilience et reprise

Sal Guatieri, économiste principal et directeur général, Études économiques – 5 novembre 2025

Malheureusement, les relations commerciales entre les États-Unis et le Canada ont pris une mauvaise direction. En s'offusquant d'une publicité provinciale, la Maison-Blanche a **suspendu les négociations commerciales avec le Canada** (qui visaient à réduire droits de douane propres à certains secteurs) et a menacé de hausser le taux tarifaire officiel de 10 points de pourcentage, qui s'établirait ainsi à 45 %. Cela fait suite aux récents nouveaux tarifs sur le bois d'œuvre, le mobilier, les produits pharmaceutiques (marque de commerce seulement) et les camions lourds. Malgré tout, grâce à l'exemption relative à la conformité pour les marchandises assujetties à l'ACEUM, le taux tarifaire effectif moyen des États-Unis pour le Canada n'est que d'environ 7 %, le mal étant concentré dans trois secteurs (automobile, acier et aluminium).

En raison de cette exemption, **l'économie devrait éviter une récession technique**. Après s'être contractées au deuxième trimestre en raison de baisses des exportations de biens aux États-Unis et des investissements dans la machinerie qui ont été semblables à celles connues lors de la pandémie, les données mensuelles donnent à penser que le PIB réel est **en voie d'atteindre notre estimation actuelle d'une croissance annualisée de 0,5 % au troisième trimestre**. À moins d'une escalade de la guerre commerciale, les exportations et les dépenses d'investissement devraient se stabiliser.

Les ménages font de leur mieux pour défendre l'économie contre les tarifs. Après avoir presque stagné au début de l'année en raison de préoccupations liées à la guerre commerciale, les dépenses de consommation ont rebondi de près de 5 % sur une base annualisée au deuxième trimestre. De plus, les ventes au détail ont encore augmenté cet été. Comme les visites des Canadiens au sud de la frontière ont diminué de 30 % sur 12 mois en août, des milliards de dollars ont été redirigés vers le tourisme intérieur, qui représente plus de 1 % du PIB. La hausse de l'indice TSX renforce également les rouages de dépenses.

Comme aux États-Unis, les **marchés canadiens du logement et de l'emploi sont deux maillons faibles de la chaîne économique**. Bien que les ventes nationales de maisons existantes soient en hausse, la **demande demeure faible en Ontario**, province à l'épicentre de la correction. Toutefois, l'amélioration de l'abordabilité dans un contexte de baisse des prix devrait entraîner une certaine stabilité à court terme des ventes en Ontario, et une modeste reprise l'an prochain. Entre-temps, seulement 22 000 emplois nets ont été créés à l'échelle nationale, au cours des huit premiers mois de la guerre commerciale – il s'agit du nombre que l'économie crée habituellement en un seul mois. Le taux de chômage a dépassé les 7 % et augmentera probablement un peu plus avant de reculer l'an prochain.

Compte tenu des importantes mesures de relance budgétaire en cours, **l'économie devrait prendre de l'élan au cours des prochains trimestres**. Le récent **budget fédéral déposé comprend de nombreuses mesures pour soutenir la croissance**, y compris des milliards de dollars affectés aux infrastructures, à la défense et aux secteurs touchés par les tarifs. Le rétablissement de la déduction pour amortissement accéléré pour un large éventail d'actifs d'entreprise contribuera à raviver les investissements du secteur privé après une décennie de ralentissement. Malgré les efforts déployés pour améliorer l'efficacité du gouvernement, les nouvelles initiatives de dépenses et les mesures d'allègement fiscal feront presque doubler le déficit budgétaire, qui passera à 78 milliards de dollars au cours de l'exercice en cours, soit 2,5 % du PIB. Cela pourrait ajouter environ un demi-point de pourcentage à la croissance économique annuelle. Toutefois, **bon nombre des mesures avaient déjà été annoncées et prises en compte dans nos prévisions de croissance de 1,4 % en 2026**, en hausse par rapport à une estimation de 1,2 % en 2025.

La faiblesse du marché du travail a attiré l'attention de la Banque du Canada. Malgré le fait que l'inflation sous-jacente demeure supérieure à la cible de 2,0 %, la Banque a repris son assouplissement de la politique monétaire en septembre et réduit de nouveau les taux à 2,25 % en octobre. Comme les taux sont maintenant « *essentiellement au niveau approprié pour garder l'inflation proche de 2 % tout en aidant l'économie* », la Banque pourrait passer son tour en décembre. Malgré tout, en supposant un autre ralentissement de l'emploi, **nous continuons d'envisager une dernière baisse de taux en janvier**.

Le **principal risque auquel le Canada fait face est l'éventualité du retrait des États-Unis de l'ACEUM et de la perte de l'exemption relative à la conformité pour les exportateurs**. Dans un tel cas, l'économie ferait probablement face à une récession. Des consultations ont commencé entre le gouvernement américain et les entreprises et nous espérons qu'elles souligneront que la conclusion d'un nouvel accord de libre-échange, même avec certaines modifications, est dans l'intérêt des trois pays.

Forecasts

		2025				2026				Annual		
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	2024	2025	2026
CANADA												
Real GDP	(q/q % chng : a.r.)	2.0	-1.6	0.5	1.5	1.9	1.8	1.8	2.1	1.6	1.2	1.4
Consumer Spending		0.5	4.5	0.7	2.1	1.5	1.8	1.8	2.4	2.4	2.7	1.8
Business Investment (non-res.)		1.1	-10.1	-7.3	-1.6	-1.0	0.3	1.7	1.7	-2.4	-2.6	-1.8
Consumer Price Index	(y/y % chng)	2.3	1.8	2.0	2.1	1.9	2.2	2.1	2.0	2.4	2.0	2.0
Unemployment Rate	(percent)	6.6	6.9	7.0	7.2	7.2	7.1	6.9	6.7	6.4	7.0	7.0
Housing Starts	(000s : a.r.)	223	282	272	262	248	243	238	232	245	260	240
Current Account Balance	(\$blns : a.r.)	-5.3	-84.6	-73.6	-72.5	-69.6	-66.5	-63.6	-60.5	-14.1	-59.0	-65.0
Interest Rates												
(average for the quarter : %)												
Overnight Rate		2.92	2.75	2.67	2.25	2.00	2.00	2.00	2.00	4.48	2.65	2.00
3-month Treasury Bill		2.85	2.63	2.60	2.25	1.95	1.95	1.95	1.95	4.37	2.60	1.95
10-year Bond		3.12	3.21	3.38	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.34	3.20	3.10
Canada-U.S. Interest Rate Spreads												
(average for the quarter : bps)												
90-day		-149	-173	-166	-153	-151	-130	-107	-87	-53	-160	-119
10-year		-134	-115	-88	-92	-92	-92	-92	-92	-87	-107	-92
UNITED STATES												
Real GDP	(q/q % chng : a.r.)	-0.6	3.8	2.8	1.0	1.6	1.6	1.8	1.7	2.8	1.9	1.8
Consumer Spending		0.6	2.5	3.1	1.4	1.4	1.6	1.9	1.9	2.9	2.5	1.8
Business Investment (non-res.)		9.5	7.3	1.8	-0.6	1.7	1.9	1.9	1.9	2.9	3.7	1.7
Consumer Price Index	(y/y % chng)	2.7	2.5	2.9	3.0	2.7	2.9	2.7	2.4	3.0	2.8	2.6
Unemployment Rate	(percent)	4.1	4.2	4.3	4.5	4.6	4.6	4.6	4.6	4.0	4.3	4.6
Housing Starts	(mlns : a.r.)	1.40	1.35	1.35	1.35	1.40	1.41	1.41	1.42	1.37	1.36	1.41
Current Account Balance	(\$trlns : a.r.)	-1.76	-1.01	-1.09	-1.09	-1.10	-1.10	-1.11	-1.12	-1.19	-1.23	-1.11
Interest Rates												
(average for the quarter : %)												
Fed Funds Target Rate		4.38	4.38	4.29	3.79	3.54	3.29	3.04	2.88	5.15	4.21	3.19
3-month Treasury Bill		4.34	4.37	4.26	3.75	3.45	3.25	3.00	2.80	5.18	4.20	3.15
10-year Note		4.45	4.36	4.26	4.05	4.00	4.00	4.00	4.00	4.21	4.30	4.00
EXCHANGE RATES												
(average for the quarter)												
US\$/C\$		69.7	72.3	72.6	72.1	73.1	73.7	74.2	74.8	73.0	71.7	74.0
C\$/US\$		1.43	1.38	1.38	1.39	1.37	1.36	1.35	1.34	1.37	1.40	1.35
¥/US\$		152	144	148	149	146	145	144	143	151	148	145
US\$/Euro		1.05	1.13	1.17	1.17	1.18	1.19	1.19	1.20	1.08	1.13	1.19
US\$/£		1.26	1.34	1.35	1.35	1.36	1.37	1.37	1.38	1.28	1.32	1.37

Blocked areas mark BMO Capital Markets forecasts

Economic and Fiscal Fundamentals

Province	Real GDP (y/y % chng)		Jobless Rate (%)		Budget Balance (\$ mlns)		Budget Balance (% of GDP)		Net Debt (% of GDP)	
	2024e	2025f	2024	2025f	24/25e	25/26f	24/25e	25/26f	24/25e	25/26f
British Columbia	1.2	1.5	5.6	6.2	-7,347	-11,577	-1.7	-2.6	20.5	24.4
Alberta	2.7	2.1	7.1	7.5	8,320	-6,477	1.7	-1.3	7.2	8.7
Saskatchewan	3.4	1.8	5.5	5.1	-249	-349	-0.2	-0.3	13.6	14.5
Manitoba	1.1	1.1	5.5	5.9	-1,149	-890	-1.2	-0.9	37.2	38.0
Ontario	1.2	0.9	7.0	7.8	-1,090	-13,500	-0.1	-1.1	35.7	37.7
Quebec	1.3	0.6	5.4	5.8	-5,175	-11,430	-0.9	-1.8	38.9	40.7
New Brunswick	1.8	0.9	7.1	7.4	-104	-669	-0.2	-1.3	25.2	27.1
Nova Scotia	2.7	1.2	6.5	6.5	265	-1,425	0.4	-2.2	33.4	34.9
Prince Edward Island	3.6	1.8	7.9	8.3	-164	-184	-1.6	-1.6	28.6	31.8
Newfoundland & Labrador	2.4	1.6	10.1	10.4	-297	-626	-0.7	-1.4	44.3	45.4
Canada*	1.6	1.2	6.4	7.0	-6,991	-48,235	-0.2	-1.5	29.1	30.9

Sources: BMO Capital Markets, Fiscal Updates.

* Budget balance and net debt are provincial totals.

Borrowing (FY25/26). Based on latest official update.

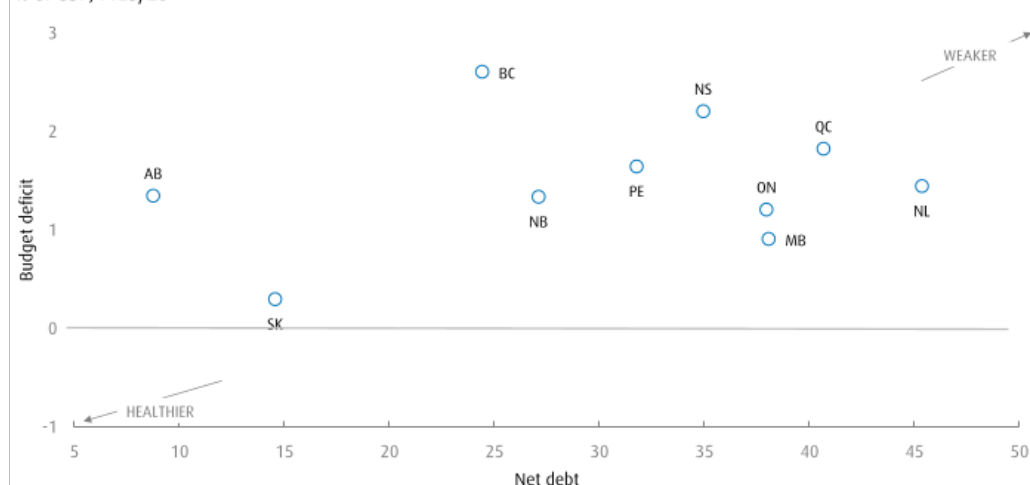
Province	Funding Requirements (\$ mlns)					Credit Ratings		
	Re-financings	Net Borrowing	Total	Remaining	% funded	S&P	Moody's	DBRS
British Columbia	5,518	29,561	35,079	11,694	67	A+**	Aa1**	AA (high)**
Alberta	12,700	-1,815	10,885	5,895	46	AA-	Aa2	AA
Saskatchewan	1,375	2,944	4,319	269	94	AA	Aa1	AA (low)
Manitoba	3,965	1,968	5,933	3,543	40	A+	Aa2	A (high)
Ontario	31,808	10,992	42,800	10,256	76	AA-	Aa3	AA
Quebec ¹	17,199	17,462	34,661	5,039	85	A+	Aa2	AA (low)
New Brunswick ²	1,000	2,485	3,485	1,085	69	A+	Aa1	A (high)
Nova Scotia ³	835	2,336	3,171	1,071	66	AA-**	Aa2	A (high)
Prince Edward Island	125	675	800	300	63	A	Aa2	A
Newfoundland & Labrador ⁴	1,300	2,800	4,100	1,500	63	A	A1	A
All Provinces	75,824	69,408	145,233	40,651	72			

Including: ¹ Financement Quebec and Hydro Quebec (CY); ² guaranteed NB Electric and NBMFC; ³ NSMFC; ⁴ NL Hydro

* Pos. outlook; ** Neg. outlook

Provincial Fiscal Landscape (as of latest fiscal update)

% of GDP, FY25/26



« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Un budget massif bien tardif

Robert Kavcic, économiste principal et directeur général, Études économiques – 4 novembre 2025

Aperçu : Pas de grandes transformations au programme

Le budget très attendu de 2025 atterrit au milieu d'un différend commercial, et à un moment où l'économie peine à croître. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral nouvellement élu a déposé un budget prévoyant d'importantes dépenses, des allègements fiscaux, des mesures d'incitation à l'investissement privé, des actions gouvernementales plus efficaces et des déficits beaucoup plus importants. De façon générale, il s'agit d'un changement de cap favorable sur le plan économique par rapport aux budgets déficitaires du gouvernement précédent, mais qui s'accompagne également d'un déficit structurel important. Nous nous garderons de parler de transformation majeure, comme nous nous garderons de sonner l'alarme fiscale.

Le déficit budgétaire pour l'exercice 2025-2026 est estimé à 78,3 milliards de dollars (2,5 % du PIB), ce qui est à peu près conforme à ce qui était prévu, avant de se réduire quelque peu à 65,4 milliards de dollars (2 % du PIB) pour l'exercice 2026-2027. Ces niveaux ne permettent pas de revenir à l'équilibre budgétaire et les déficits restent au-dessus de 50 milliards de dollars d'ici l'exercice 2029-2030, soit environ 1,5 % du PIB, même lorsque l'économie retrouve un solide potentiel de croissance.

Les nouvelles mesures de relance nettes s'élèvent à environ 20 milliards de dollars (ou environ 0,6 % du PIB) pour l'exercice 2025-2026 et à 22 milliards de dollars pour l'exercice 2026-2027, y compris les nombreuses mesures politiques déjà annoncées ces derniers mois (p. ex., réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers et augmentation des dépenses de défense). Par rapport à ce qui a déjà été annoncé avant le jour du Budget, nous estimons qu'il y a environ 4 milliards de dollars (0,1 % du PIB) de nouvelles annonces supplémentaires pour l'exercice 2025-2026 et un peu plus pour l'exercice 2026-2027. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'une importante vague de mesures de relance va effectivement toucher l'économie, mais nous en connaissons déjà la majeure partie, alors nous ne réviserons pas massivement nos prévisions de croissance à la hausse à la suite de ce budget.

Sur l'horizon de prévision de cinq ans, les nouvelles mesures de relance nettes représentent près de 90 milliards de dollars, y compris les annonces récentes. Sur ce total, environ 36 milliards de dollars prennent la forme d'allègements fiscaux; 63 milliards de dollars sont consacrés à la défense; 13 milliards de dollars aux infrastructures directes; 28 milliards de dollars à d'autres dépenses publiques; le tout est compensé par 51 milliards de dollars d'économies issues de l'efficacité gouvernementale. De plus, Ottawa mise sur l'accélération des investissements du secteur privé grâce à des procédures d'approbation accélérées pour de nombreux projets et secteurs d'activité : c'est certainement encourageant, mais la réussite dépendra grandement de l'exécution.

Une lourde facture budgétaire

Le déficit budgétaire est estimé à 78 milliards de dollars pour l'exercice 2025-2026 (2,5 % du PIB), en forte augmentation par rapport aux 36 milliards de dollars attendus pour l'exercice 2024-2025 (les comptes publics ne sont pas encore arrêtés). C'est aussi une nette dégradation par rapport aux 42 milliards de dollars prévus dans l'Énoncé économique de l'automne de 2024, dernière projection officielle d'Ottawa. L'économie s'est relativement bien comportée depuis, si bien que cette dégradation est essentiellement imputable aux allègements fiscaux et à la forte hausse des dépenses.

Pour l'exercice 2026/27, le déficit budgétaire est estimé à 65 milliards de dollars (2 % du PIB). Les recettes devraient augmenter de 3,2 % pour s'établir à 523 milliards de dollars au cours de l'exercice 2026-2027, sous l'effet d'une forte hausse des recettes fiscales, après un fléchissement lors de l'exercice en cours. Dans le même temps, les dépenses de programmes devraient connaître une augmentation modérée de 0,6 % après avoir bondi de 7,2 % au cours de l'exercice 2025-2026, ce qui reflète les nombreuses priorités du gouvernement. Cela dit, un effort structuré d'amélioration de l'efficacité au niveau des administrations est louable après des années de croissance démesurées des opérations gouvernementales et, s'il est réalisé, les économies suffiront à compenser une grande partie de l'augmentation des dépenses de défense. Le ratio de la dette au PIB passera à 43,1 % au cours du prochain exercice, contre 42,4 % au cours de l'exercice 2025-2026, avant de se maintenir au-dessus de 43 % jusqu'à l'exercice 2028-2029.

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Un budget massif bien tardif (suite)

Une innovation notable est la distinction apportée par Ottawa entre le **budget de fonctionnement** et le **budget d'investissement en capital**. Il convient de noter que la comptabilité de longue date demeure en place et qu'elle sera la priorité des marchés, il s'agit donc en grande partie d'un exercice cosmétique. Le déficit d'exploitation est évalué à 33 milliards de dollars pour l'exercice 2025/26, à 9 milliards de dollars pour l'exercice 2026-2027 et sera équilibré d'ici l'exercice 2028/29. Deux remarques rapides sur cet aspect du budget : Tout d'abord, il semble que ce soit la base des cibles budgétaires, parallèlement à une réduction du ratio du déficit au PIB. Par ailleurs, le périmètre retenu pour les « investissements » n'est pas clair, mais tout porte à croire qu'un certain nombre de dépenses ont été désignées comme telles pour être transférées dans la catégorie des dépenses d'investissement en capital, ce qui permet d'atteindre les objectifs de dépenses de fonctionnement. Le directeur parlementaire du budget (DPB) l'a également souligné, et cela renforce l'idée qu'il s'agit principalement de cosmétique.

Hypothèses économiques raisonnables

Les prévisions budgétaires sont fondées sur le consensus du secteur privé, mais celui-ci est quelque peu précaire compte tenu de l'état d'incertitude actuel des tarifs douaniers et des négociations commerciales. Autant dire qu'il existe des risques sur cette perspective, dans les deux sens. Le budget est fondé sur une croissance du PIB réel de 1,1 % cette année (les Études économiques BMO sont à 1,2 %), et de 1,2 % l'an prochain (1,4 %). Cela traduit un rythme de croissance inférieur au potentiel jusqu'en 2026, avant le soutien des réductions de taux passées et (probablement) une certaine visibilité sur le plan du commerce international. Ottawa s'attend à une croissance nominale de 3,5 % cette année et de 3 % en 2026 (nous sommes à 3,5 % pour les deux années). La croissance du PIB réel à moyen terme se situe autour de 2,0 %, bien que la croissance potentielle puisse être compromise par le ralentissement de la croissance démographique et les défis persistants en matière de productivité. Reste à voir si les gains de productivité pourront prendre le relais.

Dans l'intervalle, les taux d'intérêt avoisinent désormais ce que nous considérerions comme neutre, et les hypothèses sous-jacentes à ce budget ne s'écartent guère de nos perspectives actuelles. Le rendement des obligations à 10 ans est établi à 3,3 % cette année, et la Banque du Canada devrait maintenir ses taux aux niveaux actuels dans un avenir prévisible, avec des rendements à 3 mois se situant en moyenne autour de 2,5 % à l'avenir.

Stratégie de gestion de la dette

Les besoins d'emprunt d'Ottawa diminueront au cours de l'exercice 2026-2027. L'émission brute d'obligations devrait chuter à 298 milliards de dollars, soit une baisse de 18 milliards de dollars par rapport à l'année en cours. Après la prise en compte des échéances, cela fixe l'émission nette à 151 milliards de dollars.

Conformément aux annonces antérieures, l'émission de bons du Trésor restera élevée à 291 milliards de dollars pour l'exercice 2026-2027, en léger recul par rapport aux 293 milliards de dollars de l'exercice en cours. Le gouvernement continuera de mettre l'accent sur les bons à 3, 6 et 12 mois. Pour ce qui est des obligations, la plupart des émissions demeureront concentrées sur des échéances à court terme, avec 110 milliards de dollars prévus pour les périodes de deux ans, 80 milliards de dollars pour les périodes de cinq ans et de dix ans et 24 milliards de dollars pour les périodes de trente ans. À l'exception de l'obligation à 30 ans qui reste stable, les volumes d'émission diminuent légèrement dans tous les segments à l'exercice 2026-2027. Les montants d'émission de référence restent pour la plupart inchangés, à l'exception de l'obligation à 30 ans qui enregistre une hausse modérée.

Ottawa maintiendra également le programme d'obligations vertes à 4 milliards de dollars par année. Par ailleurs, le plafond annuel d'émission des obligations hypothécaires du Canada (OHC) sera relevé de 60 à 80 milliards de dollars, à compter de 2026, cette hausse devant servir au financement d'immeubles à logements multiples. Le rythme actuel des achats d'OHC par le gouvernement sera maintenu à 30 milliards de dollars par année. Ottawa indique également qu'il portera le plafond d'emprunt de 2 100 milliards de dollars à 2 500 milliards de dollars.

Résumé et incidence sur le marché

Il s'agit d'un budget de grande ampleur qui ouvre la voie à de très importants déficits fédéraux pour le Canada et laisse un déficit structurel significatif à long terme. Toutefois, les marchés ont déjà anticipé ces déséquilibres, et la situation aurait pu être pire. Les conversations dans le milieu financier parlaient d'un déficit budgétaire pouvant atteindre de 90 à 100 milliards de dollars (alors que nous estimions ce montant à 75 milliards de dollars). Cela dit, les politiques à l'origine de ces déficits sont plus recevables que celles de la décennie écoulée. Elles sont moins axées sur les dépenses sociales et l'accroissement de l'appareil gouvernemental et davantage concentrées sur les mesures favorables à la croissance et l'efficacité gouvernementale. Pour un pays en manque cruel de croissance de la productivité, il est difficile de critiquer les allègements fiscaux et une forte impulsion en faveur des infrastructures, même si la réalisation concrète sera déterminante.

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Un budget massif bien tardif (suite)

L'incidence sur le **marché obligataire** devrait rester modérée compte tenu des prévisions pré-budgétaires, avec peut-être un certain soulagement au vu de chiffres qui auraient pu être pires. L'émission d'obligations sera légèrement inférieure en 2026-2027 et conforme aux prévisions. Dans l'immédiat, les mesures de relance annoncées dans ce budget seront maintenant intégrées aux perspectives à court terme de la Banque du Canada dans le Rapport sur la politique monétaire de janvier. Toutefois, les prix de marché reflètent probablement déjà ces éléments, car la grande majorité des montants figurant au budget étaient déjà connus.

Par conséquent, le **dollar canadien** ne devrait probablement pas beaucoup bouger. L'avantage budgétaire relatif du Canada s'est quelque peu amenuisé, mais subsiste néanmoins. Une bonne exécution du volet des investissements pourrait effectivement favoriser la croissance de la productivité à long terme. Pour le moment, les tendances de l'inflation à court terme et l'évolution du différend commercial pèseront davantage sur les rendements et le dollar.

Le **marché boursier** se concentrera sur les efforts visant à stimuler les investissements du secteur privé. De nombreux secteurs bénéficieront de l'accélération des taux d'amortissement, et nous verrons l'État intervenir activement en faveur de domaines comme les minéraux critiques et le nucléaire. Le plan de lutte contre les changements climatiques ouvre également la voie à l'élimination du plafond d'émission du secteur gazier et pétrolier, ainsi qu'au développement du captage du carbone.

Annexe : Points saillants des principales mesures

Les mesures contenues dans ce budget s'accompagnent d'un coût de 20 milliards de dollars pour l'exercice 2025-2026, même si la grande majorité d'entre elles avaient été annoncées avant le jour du budget. Le coût total demeure à ce niveau pour les deux années qui viennent et se monte à environ 15 milliards de dollars au cours des années suivantes.

Voici un aperçu des principales mesures à retenir :

Un accent particulier sur l'**accélération des investissements privés de grande envergure** par l'intermédiaire de la **Loi visant à bâtir le Canada**, destinée à accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructures majeurs et la simplification du processus d'approbation. En complément de la liste initiale des projets récemment publiée, les secteurs prioritaires seront les minéraux critiques, l'énergie éolienne dans l'Atlantique, le captage du carbone (Projet Pathways), le port de Churchill et le train à grande vitesse dans le corridor Toronto-Québec.

Les mesures de l'abordabilité représentent plus de 33 milliards de dollars sur les cinq prochaines années et comprennent la **réduction d'impôt pour la classe moyenne** annoncée précédemment et la déclaration fiscale automatique pour les Canadiens à faible revenu. La réduction d'impôt est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2025 et a réduit le taux marginal d'un point de pourcentage à 14 % pour la tranche d'imposition la plus basse. En perspective, d'autres mesures relatives au coût de la vie sont prévues, comme l'examen des frais de certains services bancaires (virements Interac, guichets automatiques). Le budget propose également de faire passer le montant immédiatement disponible des dépôts de chèques de 50 \$ à 150 \$.

Un investissement de 1,5 milliard de dollars sur cinq ans est affecté à la **super déduction à la productivité** comprenant : le rétablissement de l'amortissement fiscal accéléré pour les installations de gaz naturel liquéfié à faibles émissions de carbone, l'incitatif à l'investissement accéléré, et la passation en charges immédiate des bâtiments de fabrication et de transformation utilisés avant 2030. Le gouvernement affirme que cette super déduction réduira le taux effectif marginal d'imposition du Canada de plus de deux points de pourcentage.

La plupart des **mesures de soutien direct aux travailleurs et aux entreprises affectés par les tarifs douaniers** ont déjà été annoncées et totalisent 12 milliards de dollars sur cinq ans. Les secteurs agricole, forestier et sidérurgique bénéficieront de programmes ciblés, de prestations d'assurance-emploi améliorées et de programmes de développement des compétences. Les efforts de diversification commerciale auront pour objectif de doubler les exportations hors États-Unis sur dix ans.

« La voix de l'équipe Études économiques de BMO »

Un budget massif bien tardif (suite)

Les **mesures visant à accroître l'offre de logements** s'élèvent à 13 milliards de dollars sur les cinq ans à venir. Elles comprennent le programme Maisons Canada annoncé précédemment et le soutien à la formation en apprentissage dans le secteur de la construction. Le gouvernement a déjà proposé d'éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première habitation jusqu'à un million de dollars et de réduire la TPS pour les acheteurs d'une première habitation comprise entre 1 et 1,5 million de dollars.

Plus de 50 milliards de dollars d'économies gouvernementales seront réalisés sur la période de projection, dont 44 milliards de dollars provenant de la révision des dépenses de fonctionnement des ministères. Le gouvernement prévoit également de réduire les effectifs de la fonction publique d'environ 10 % par rapport au sommet atteint en 2023-2024 d'ici l'exercice 2028-2029. Un peu plus d'un milliard de dollars net sur cinq ans seront récupérés au moyen d'évolutions fiscales, après compensation de l'élimination de la taxe sur les logements sous-utilisés et de la taxe de luxe sur les aéronefs et les bateaux.

Un nouveau **Plan des niveaux d'immigration** 2026-2028 cible 380 000 résidents permanents par année, en baisse par rapport à 395 000 en 2025. Les objectifs relatifs aux résidents temporaires passeront de 674 000 cette année à 385 000 en 2026 et à 370 000 au cours des deux années suivantes. Des initiatives supplémentaires visent à reconnaître certains titulaires de permis de travail et certaines personnes protégées à titre de résidents permanents au cours des deux prochaines années. Le budget établit un Fonds d'action pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers (à compter de l'exercice 2026-2027) et une stratégie et un plan d'action pour l'attraction de talents internationaux afin de recruter des travailleurs qualifiés dans les années à venir.

Les **investissements généraux dans les infrastructures** s'élèvent en moyenne à quelque 2,5 milliards de dollars par année en nouvelles dépenses nettes à compter de l'exercice 2026-2027. Les fonds seront versés par l'intermédiaire du nouveau Fonds pour bâtir des collectivités fortes, dont une partie sera attribuée aux gouvernements provinciaux et territoriaux (y compris un volet destiné expressément aux infrastructures de soins de santé).

Un total de plus de 60 milliards de dollars sur cinq ans en **dépenses pour la défense**, dont l'essentiel (56 milliards de dollars) sera consacré aux Forces armées : augmentations de salaire générationnelles, soutien aux soins de santé, et investissements dans les infrastructures physiques et numériques. Le gouvernement crée également une nouvelle Agence d'investissement pour la défense afin de rationaliser l'approvisionnement. Le budget réaffirme les engagements antérieurs à l'égard de dépenses supplémentaires en faveur des autorités policières fédérales et de la sécurité frontalière, répondant ainsi à une demande majeure de la Maison-Blanche dans le cadre des négociations tarifaires en cours.

Une **stratégie de compétitivité climatique** d'un coût total de 0,6 milliard de dollars sur cinq ans, essentiellement axée sur les projets de minéraux critiques et l'élargissement de l'admissibilité au crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques. Le système de tarification industrielle du carbone fait également l'objet de quelques ajustements, notamment l'engagement d'élaborer un plan après 2030 pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Bien que le budget n'élimine pas explicitement le plafond des émissions du secteur pétrolier et gazier, il ouvre la porte à cette suppression en raison d'autres initiatives de réduction des émissions.

Certaines mesures visent à accroître la concurrence dans les secteurs des télécommunications et des services financiers, ce dernier faisant l'objet d'une enveloppe modique de 17 millions de dollars sur cinq ans, qui comprend :

Le remplacement des limites d'emprunt et de placements du portefeuille imposées aux institutions financières par des directives plus souples du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF);

L'élaboration d'ici le printemps 2026 d'une réglementation interdisant les frais de transfert sur les placements et les comptes enregistrés;

L'exploration de possibilités d'amélioration de la transparence des frais de transfert transfrontaliers et de simplification du processus de transfert des comptes de chèques principaux entre institutions financières;

Le doublement du seuil d'actionnariat public requis de 35 % pour le porter à 4 milliards de dollars;

La finalisation de la *Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs* et la délégation de sa surveillance à la Banque du Canada;

L'ajout des droits de portabilité des données à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.